

De la part de la Commission "Système prostitutionnel" du Collectif National pour les Droits des femmes, pétition à diffuser très largement et à faire signer.

Manifeste féministe

CONTRE LE SYSTEME PROSTITUTIONNEL, POUR L'INSOUMISSION SEXUELLE

Aujourd'hui on compte dans le monde 4 millions de femmes, d'enfants et d'hommes prostitués, dont 500 000 en Europe. (d'après les sources officielles) L'exploitation sexuelle d'autrui prend les formes les plus violentes, les plus cruelles, mais aussi les plus sournoises. Elle est le résultat, non d'un choix, mais d'une inégalité économique, sociale et sexuelle, dans un contexte de guerre économique mondialisée. A travers une surenchère pornographique et publicitaire, relayée par une campagne médiatique d'envergure, celle-ci cherche à imposer une vision de l'humanité ramenée à la marchandisation des personnes, et à institutionnaliser un rapport de domination en faisant passer la prostitution pour un métier. Pour nous convaincre, nous, les femmes, d'aller au front, certaines nous voudraient consentantes : à la fois " soumises et putes ".

En France, alors que le phénomène prostitutionnel connaît une ampleur sans précédent, les pouvoirs publics ont choisi, à travers la loi Sarkozy, de s'attaquer à celles et ceux qui en sont les premières victimes, les personnes prostituées, sans mettre en cause la demande des clients, ni s'attaquer véritablement au proxénétisme.

NOUS RECLAMONS LE DROIT A L'INSOUMISSION SEXUELLE, C'EST-A-DIRE LE DROIT, POUR TOUTES ET POUR TOUS, DE NE PAS SE PROSTITUER, DE NE PAS ETRE PROSTITUABLES

Nous demandons un plan d'urgence pour les personnes voulant se libérer du système prostitutionnel qui leur assure une alternative viable (conformément aux dispositions de la Convention des Nations Unies de 1949 sur la Répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation d'autrui, ratifiée par la France en 1960), notamment :

- Abrogation de l'article 18 de la loi de sécurité intérieure pénalisant le racolage passif (dite loi Sarkozy).
- Titre de séjour pour les personnes étrangères soumises à l'exploitation sexuelle
- Mise en place d'un numéro vert d'aide aux personnes en situation de prostitution, indépendant de l'Etat, avec des écoutantes formées et qualifiées, avec appel anonyme.
- Création de lieux d'accueil où leur protection pourrait être assurée.
- Accès effectif des personnes prostituées à tous les droits universels : accès aux soins, droit au logement, CMU, minimum vieillesse, RMI, droit à la formation, à l'inscription à l'ANPE, droit aux formations de longue durée rémunérées, qualifiantes et diplômantes,
- Annulation des dettes fiscales et des amendes.
- Formation de tous les intervenants sociaux à la problématique du système prostitutionnel.

Nous demandons une politique résolue de lutte contre le proxénétisme :

- Criminalisation du proxénétisme : le seul fait de tirer profit de l'exploitation sexuelle d'autrui, même sans d'autres violences, même avec son consentement, doit être passible de la cour d'Assises. Il n'est pas supportable que les proxénètes soient condamnés moins lourdement que les faux-monnayeurs.

- Confiscation des biens provenant de l'exploitation sexuelle pour les consacrer à l'aide aux personnes prostituées.

Nous demandons une véritable politique de prévention de la prostitution :

- Par des campagnes de sensibilisation, d'information systématiques au plan national.
- Par une éducation à la sexualité dès le plus jeune âge.
- Par une politique de responsabilisation des clients.

A retourner au Collectif National pour les Droits des Femmes

21 ter rue Voltaire 75011 Paris

Email : colcadac@club-internet.fr

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

SIGNATURE :